ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 27 août 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur", a donné le 21 avril 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 augustus 1985 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende reglementering van de inschrijving van de motorvoertuigen", heeft op 21 april 1986 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

Le projet tend à remplacer par un texte nouveau l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur, et l'arrêté ministériel du 30 août 1967 déterminant le modèle des marques et certificats d'immatriculation ainsi que des attestations à produire pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule automoteur.

Dans son ensemble, le projet comporte peu d'innovations mais il précise d'une manière minutieuse les règles actuellement en vigueur. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si les mesures de détail que contient le projet ne seraient pas mieux à leur place dans un arrêté ministériel. Dans ce cas, l'arrêté royal en projet devrait comprendre les habilitations nécessaires.

EXAMEN DU PROJET.

PREAMBULE.

L'usage est de ne pas citer l'intitulé d'un texte modificatif. A l'alinéa 1er, il y a donc lieu d'omettre les mots "relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre ...".

+

Compte tenu des attributions de compétences prévues aux articles 5, 6, 17 et 18 du projet, celui-ci devrait être proposé - et également contresigné - par le Ministre de la Défense nationale, le Ministre des Finances et le Ministre des Relations extérieures.

.../...

DISPOSITIF.

Observations générales relatives à la présentation et à la rédaction du texte

A. Un grand nombre de dispositions du projet, notamment l'article 1er, § 1er, 3°, 13°, 15°, 17°, 19°, et les articles 5, 6, 7, § 2, 10, § 4, 13, 14, § 2, 15, 19, § 2, 20, § 2, 22, § 2,28, § 3, 33, 36, 40, § 3, 44, § 2, 46, § 3, 47, § 2, 49, 51, § 3, 53, § 2, 54, 55, §§ 1er et 4, 62, § 11, 65 et 68, comportent des subdivisions internes qui ne sont pas conformes à l'usage.

A cet égard, il est notamment recommandé de s'en tenir aux principes suivants :

1° La division normale de l'article est l'alinéa; les alinéas peuvent être groupés en paragraphes au sein d'un même article.

2° Seuls les paragraphes reçoivent un numéro précédé du signe "§"; les alinéas ne comportent aucun signe distinctif, lettre ou numéro.

3° Les subdivisions en 1°, 2°, 3°,..., elles-mêmes subdivisées en a, b, c, ..., ne peuvent être utilisées qu'à l'intérieur d'un alinéa, pour marquer une suite de propositions ou une énumération, mais non pour subdiviser le dispositif d'un article .

4° Les références internes à un article de l'arrêté en projet ne doivent pas être suivies des mots "du présent arrêté". De même les références internes à une division

d'un même article ne doivent pas être suivies des mots "du présent article" ou "du présent paragraphe".

B. Le texte français et, dans certaines de ses dispositions, le texte néerlandais du projet laissent beaucoup à désirer en ce qui concerne la correction de la langue. Pour éliminer l'emploi des termes inadéquats et d'expressions vicieuses, le Conseil d'Etat se voit obligé de faire, dans la présente observation générale, à titre d'exemples, plusieurs propositions d'amendements de rédaction ainsi que d'émettre la recommandation de revoir l'ensemble du texte.

Par exemple, la formule "tel que visé" ne peut être admise. A l'article 4, 1°, elle devrait être remplacée par les mots : "... tel qu'il est décrit par l'article 5". A l'article 6, § 3, 1°, elle devrait être remplacée par les mots : "... conformément à l'article 49".

A l'article 5, § 2, 1°, 1, au lieu des mots "L'attestation concernée comprend le sceau de l'assureur", il convient d'écrire "L'attestation dont il s'agit porte le sceau de l'assureur". Dans le même paragraphe, au 2°, 1, au lieu des mots "Le certificat de conformité comprend le nom ...", il convient d'écrire : "Le certificat de conformité mentionne le nom ...". Dans le même paragraphe, au 3°, 1, et au 4°, 1, il convient d'écrire : "L'attestation dont il s'agit" et de remplacer le terme "comprend" par le terme "porte". Le début du 3°, 1, devrait dès lors être rédigé comme suit : "L'attestation dont il s'agit porte la signature du distributeur ... ainsi que son sceau".

A l'article 5, § 1er, 1°, 8, et § 2, 2°, 3, les expressions "qui appartient à un type" ou "appartient à un type" ne peuvent pas être admises; elles doivent être remplacées par l'expression "qui est d'un type".

L'article 6, § 4, 2°, emploie les termes "réimmatriculation" et "désimmatriculé" qui ne sont pas usités en un français correct, et qu'il y a lieu de remplacer comme le fait le texte proposé ci-dessous par le Conseil d'Etat.

A l'article 63 le terme "obturées" est employé dans un sens impropre, au lieu du terme "cachées".

En conclusion, le Conseil d'Etat renouvelle sa recommandation de revoir le texte du projet en son entier, pour ce qui est de la rédaction.

Article 1er.

Au paragraphe 1er, 20°, les mots finaux "y compris ci-avant" sont inutiles et doivent être omis.

Au paragraphe 2, 6°, la règle selon laquelle la réglementation communale n'entrerait en vigueur que lorsque le directeur général de l'Administration des transports en a pris connaissance, ne peut, de toute évidence, être admise, même restreinte à l'application de la disposition dont il s'agit.

L'article 12 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, dérogeant à l'article 102 de la loi communale, prévoit que les règlements complémentaires communaux doivent, pour être obligatoires, être portés à la connaissance des intéressés "par des agents portant les insignes de leurs fonctions et postés sur place, ou par une signalisation appropriée".

L'article 57 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière dispose, sous le titre "Circulation dans les ports", que "Les conseils communaux peuvent arrêter des règlements complémentaires suspendant ou modifiant l'application des dispositions du présent règlement pour le trafic s'effectuant entre les quais d'embarquement et de débarquement, les dépôts, les hangars et les magasins établis dans les ports maritimes ou fluviaux".

La zone portuaire est définie par les mêmes termes dans l'article 57 précité et dans le projet.

Bien que l'article 57 concerne des mesures relatives à la circulation proprement dite, il paraît raisonnable de considérer que la zone visée dans le projet est celle qui est visée dans ledit article 57. C'est d'ailleurs ainsi que l'entendent les délégués du Ministre.

S'il est admis que les règlements communaux visés dans l'article 1er, § 2, 6°, du projet, sont des règlements complémentaires au sens de l'article 2 des lois coordonnées, ils doivent être soumis, en vertu du même article 2, à l'approbation du Ministre qui a la circulation routière dans ses attributions. La manière dont ces règlements acquièrent force obligatoire est réglée par les articles 2 et 12 de la loi. Il n'appartient pas au Roi d'y déroger. Dans l'article 1er,

.../...

§ 2, 6°, du projet, le membre de phrase : "qui, en ce qui concerne la présente disposition ..." doit donc être omis.

Article 2.

A la fin du texte néerlandais, il convient d'écrie "en met het bijhouden ervan" au lieu de "en met het bij te houden".

.../...

Article 3.

Au paragraphe 2, les références aux conventions internationales devraient être faites comme suit :

"... à la Convention internationale sur la circulation routière et à ses annexes, faites à Genève le 19 septembre 1949 et approuvées par la loi du 1er avril 1954, ou à la Convention internationale relative à la circulation automobile, signée à Paris le 24 avril 1926".

L'observation vaut aussi pour l'article 23, 3°.

Article 4.

Au 1°, il convient de remplacer dans le texte néerlandais le mot "inschrijvingsaanvraagformulier" par les mots "formulier voor de inschrijvingsaanvraag". La même observation vaut pour les autres dispositions du projet où ce mot est employé.

L'article d'ailleurs serait mieux rédigé comme suit :

"La demande d'immatriculation est adressée à la Direction pour l'immatriculation des véhicules. Elle doit être faite au moyen d'un formulaire tel qu'il est décrit à l'article 5 et auquel doivent être annexés le document ou les documents indiqués à l'article 6".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er :

.../...

"§ 1er. Le Ministre des Communications ou son délégué détermine le modèle de formulaire de demande d'immatriculation.

Le formulaire comporte les renseignements suivants :

1° en ce qui concerne le demandeur :

1. son nom ou sa dénomination :

- soit ...
- soit ...
- soit ...
- soit ...
- soit ...

Aucun véhicule ne peut être immatriculé au nom de plusieurs personnes ou au nom d'une association de fait.

2. son adresse :
(comme au projet).

2° en ce qui concerne le véhicule à immatriculer :

1. le genre de véhicule qui est indiqué ... visée à l'article 1er, § 1er, sous les numéros 3°, 4° et 6° à 20°;

(2 à 7 : comme au projet).

.../...

8. - soit ... en Belgique et d'un type qui doit être agréé par le Ministre des Communications ou son délégué conformément à l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les véhicules automobiles et leurs remorques ou à l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocycles ainsi que leurs remorques;

- soit ... en Belgique, et d'un type qui, conformément à l'arrêté royal du 15 mars 1968, doit faire l'objet d'un tel procès-verbal de dénomination.

Pour les véhicules ..., le numéro du P.V.A. ou du P.V.D. doit être répété ...".

Au paragraphe 2, 3°, 3, la disposition introduite par le second tiret, devrait être rédigée plus clairement; il y a, d'ailleurs, une discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Le paragraphe 3 de l'article porte erronément "§ 4".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il y a lieu d'omettre l'adjectif "personnelle" après "signature" (deux fois).

.../...

Article 6.

Au paragraphe 4, 2°, par souci de correction et de concordance avec le texte néerlandais, il y aurait lieu d'écrire : "... lorsque la demande d'immatriculation tend à immatriculer à nouveau un même véhicule au nom d'une même personne et que le véhicule qui a cessé d'être immatriculé à la suite d'une mise hors service temporaire, n'a pas été ...".

Le paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. La Direction pour l'immatriculation des véhicules peut demander tous les renseignements complémentaires qu'elle juge indispensables pour l'immatriculation régulière et précise d'un véhicule".

Article 7.

Au paragraphe 1er, les mots "répertoire-matricule" doivent être remplacés, conformément à l'article 2 du projet, par "répertoire des immatriculations".

La même observation vaut pour l'article 11, § 1er, l'article 19, § 1er, alinéa 1er, l'article 20, § 1er, alinéa 1er, et l'article 26, § 1er, alinéa 1er.

Article 10.

Au paragraphe 4, 3°, les mots "à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 17.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

"Une plaque d'immatriculation spéciale peut être délivrée au demandeur d'immatriculation en raison de la nature ou de la qualité des fonctions qu'il exerce".

Article 21.

Au paragraphe 1er, les mots "articles 12 jusque 20 y compris du présent arrêté", doivent être remplacés par "articles 12 à 20".

La dernière phrase du même paragraphe est manifestement superflue et doit être supprimée.

Article 22.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 3, 2°, 2 :

"2) si le titulaire de la plaque à transférer est décédé, d'un extrait de l'acte de décès, d'un acte de notoriété et, éventuellement, de l'accord donné par le conjoint survivant et les autres enfants, à celui qui est bénéficiaire du transfert;".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, 3°, il y aurait lieu d'écrire : "van een natuurlijke persoon aan een rechtspersoon waarvan hij bestuurder of vennoot is, voor zover ...".

.../...

Au paragraphe 3, 4°, il serait préférable d'écrire : "4° d'une personne morale à une personne physique, administrateur ou associé de ladite personne morale ou qui a eu une de ces qualités au cours des quatre mois précédant l'introduction ...".

Article 36.

La rédaction suivante est proposée pour le 3°, 2 :

"2) en vue de la réception, chez le mandant, des véhicules à moteur ou des remorques, et de leur restitution;".

Article 40.

Au paragraphe 3, 1°, la reproduction de l'intitulé de l'arrêté royal du 31 décembre 1953, déjà cité à l'article 14, § 1er, est superflue et doit être omise.

La même observation vaut pour l'article 46, § 3, 1°.

Article 46.

Au paragraphe 2, second tiret, il convient d'écrire : "dans les quinze jours qui suivent la cessation de l'exercice de la profession principale ...".

.../...

Article 47.

Au paragraphe 2, 3°, pour se conformer à l'usage le plus général, il serait préférable de remplacer le mot "juridiques" par le mot "morales"; au 4°, le mot "quelconque" doit être omis.

Article 49.

Au paragraphe 2, les mots "celle-ci" devraient être remplacés par les mots "la déclaration".

Article 51.

Au paragraphe 2, le mot "revient" doit être remplacé par le mot "rentre".

Article 62.

Au paragraphe 6, alinéa 2, les mots "articles 28 jusque 31 y compris du présent arrêté" doivent être remplacés par "articles 28 à 31".

Au paragraphe 11, la rédaction suivante est proposée pour le 2° :

.../...

"2° Le fabricant joint à sa demande tous échantillons et reproductions terminées ou fonds terminés pour reproductions, dans les quantités et formats prévus au cahier spécial des charges, visé au paragraphe 9, pour les entreprises de fournitures de plaques d'immatriculation".

En ce qui concerne le 3°, 2, le Laboratoire central d'électricité est une entreprise privée. Il n'appartient pas au Roi d'imposer à une entreprise privée une mission d'intérêt public. De l'accord des fonctionnaires délégués, il est proposé d'indiquer que les essais sont exécutés par un laboratoire reconnu par le Ministre.

La rédaction suivante est proposée pour le 3° et le 4°, alinéa 1er :

"3° En introduisant sa demande, le fabricant accepte :

1) que la Direction pour l'immatriculation des véhicules soumette les échantillons et reproductions ou fonds terminés, visés au paragraphe 11, 2°, aux essais prévus au cahier spécial des charges, visé au paragraphe 9, pour les entreprises de fournitures de plaques d'immatriculation;

2) que ces essais soient exécutés par un laboratoire reconnu par le Ministre des Communications;

3) que les frais des essais soient à sa charge et soient payés directement au laboratoire.

4° L'agrément-type visé au paragraphe 8, 1°, est accordé dès que le laboratoire visé au 3°, 2, a constaté que les essais étaient satisfaisants et que les frais étaient payés".

Article 63.

Le mot "obturées" doit être remplacé par le mot "cachées".

Dans l'intitulé néerlandais de la section 4, il convient d'écrire "Diverse bepalingen" au lieu de "Allerhande bepalingen".

Article 67.

Il convient, selon l'usage, de ne pas citer les arrêtés modificatifs qui ont été abrogés ou sont devenus sans objet.

A ce titre, il y a lieu d'omettre, au 1°, les arrêtés royaux des 4 mars 1954, 4 août 1959, 9 avril 1962, 15 octobre 1964, 11 juin 1965, 1er décembre 1966, 20 décembre 1971 et 27 septembre 1973.

En outre, il convient d'écrire dans le texte néerlandais de l'article "Opgeheven worden :" au lieu de "Worden ingetrokken :".

Article 69.

L'article devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Notre Ministre des Relations extérieures, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Communications et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

STREKKING VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende regeling nopens de inschrijving van motorvoertuigen en het ministerieel besluit van 30 augustus 1967 waarbij het model van de nummerplaten en inschrijvingsbewijzen alsmede van de voor te leggen attesten om de inschrijving van een voertuig met eigen beweegkracht te bekomen, wordt bepaald, door een nieuwe tekst te vervangen.

In zijn geheel genomen bevat het ontwerp weinig nieuwigheden, maar het preciseert zorgvuldig de thans geldende regels. De Regering zal dienen te oordelen of de detailkwesties welke het ontwerp regelt, niet beter in een ministerieel besluit zouden worden behandeld. In dat geval zou het ontworpen koninklijk besluit de noodzakelijke machtigingen moeten bevatten.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het is niet gebruikelijk het opschrift van een wijzigingstekst aan te halen. In het eerste lid zouden de woorden "betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig ..." dan ook moeten vervallen.

+

.../...

Gelet op de bevoegdheidsopdrachten waarin de artikelen 5, 6, 17 en 18 van het ontwerp voorzien, zou dit laatste voorgedragen - en eveneens medeondertekend - moeten worden door de Minister van Landsverdediging, de Minister van Financiën en de Minister van Buitenlandse Betrekkingen.

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerkingen betreffende de inrichting en de redactie van de tekst.

A. In een groot aantal bepalingen van het ontwerp, namelijk in artikel 1, § 1, 3°, 13°, 15°, 17°, 19°, en in de artikelen 5, 6, 7, § 2, 10, § 4, 13, 14, § 2, 15, 19, § 2, 20, § 2, 22, § 2, 28, § 3, 33, 36, 40, § 3, 44, § 2, 46, §3, 47, § 2, 49, 51, § 3, 53, § 2, 54, 55, §§1 en 4, 62, § 11, 65 en 68, komen verdere interne indelingen voor die niet gebruikelijk zijn.

In dat opzicht wordt onder meer aanbevolen de volgende beginselen in acht te nemen :

1° De normale indeling van het artikel is de indeling in leden; binnen een zelfde artikel kunnen de leden worden gegroepeerd in paragrafen.

.../...

2° Alleen de paragrafen krijgen een nummer, dat wordt voorafgegaan door het paragraafteken "§"; de leden worden niet ingeleid met een speciaal teken, een letter of een cijfer.

3° Een indeling in 1°, 2°, 3°, ..., verder onderverdeeld in a,b,c, ..., wordt slechts gebruikt om in een lid een aantal stellingen of een opsomming aan te geven, en niet om de tekst van een artikel in te delen.

4° De interne verwijzingen naar een artikel van het ontworpen besluit moeten niet worden gevolgd door de woorden "van dit besluit". De interne verwijzingen naar een onderverdeling van een zelfde artikel moeten evenmin worden gevolgd door de woorden "van dit artikel" of "van deze paragraaf".

B. De Franse tekst en sommige bepalingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp laten veel te wensen over wat betreft het correcte taalgebruik. Om het gebruik van niet deugdelijke termen en verkeerde uitdrukkingen te weren, ziet de Raad van State zich verplicht om in deze algemene opmerking, bij wijze van voorbeeld, een aantal redactionele wijzigingen voor te stellen en een algehele herziening van de tekst aan te bevelen.

.../...

Zo kan de formule "tel que visé" niet aanvaard worden. In artikel 4, 1°, zou zij vervangen moeten worden door de woorden "tel qu'il est décrit par l'article 5". In de Nederlandse tekst schrijve men dan bij voorkeur "zoals omschreven bij artikel 5". In artikel 6, § 3, 1°, zou zij moeten worden vervangen door de woorden : "... conformément à l'article 49". In de Nederlandse tekst van dat artikel schrijve men : "... overeenkomstig artikel 49 ".

In artikel 5,§ 2, 1°, 1, schrijve men : "Het bewuste attest draagt het zegel van de verzekeraar", in plaats van "Het betrokken attest omvat het zegel van de verzekeraar". In dezelfde paragraaf schrijve men in de bepaling onder 2°, 1 : "Het gelijkvormigheidsattest vermeldt de voluit geschreven naam ...", in plaats van "Het gelijkvormigheidsattest omvat de voluit geschreven naam ...". In dezelfde paragraaf schrijve men in de bepaling onder 3°, 1, en onder 4°, 1 : "Het bewuste attest" en vervange men het woord "omvat" door het woord "draagt". Het begin van de tekst onder 3°, 1, zou derhalve als volgt geredigeerd moeten worden : "Het bewuste attest draagt de handtekening van de verdeler ... alsmede diens zegel".

.../...

In artikel 5, § 1, 1°, 8, en § 2, 2°, 3, kunnen de uitdrukkingen "dat behoort tot een type hetwelk" en "dat dient te behoren tot een type hetwelk" niet aanvaard worden; men schrijve : "van een type dat".

De Franse tekst van artikel 6, § 4, 2°, werkt met de termen "réimmatriculation" en "désimmatriculé", die in een correcte taal niet gebruikelijk zijn : zij dienen te worden vervangen zoals in de hieronder door de Raad van State voorgestelde tekst.

In de Franse tekst van artikel 63 is het woord "obturées" niet in de juiste betekenis gebruikt; men schrijve : "cachées".

Tot besluit verstrekt de Raad van State andermaal de aanbeveling om de redactie van het ontwerp geheel te herzien.

Artikel 1.

In paragraaf 1, 20°, in fine, moeten de woorden "en met" en het woord "hiervoor" als overbodig vervallen.

.../...

In paragraaf 2, 6°, kan de regel volgens welke de gemeentelijke reglementering slechts van kracht wordt nadat de directeur-generaal van het Bestuur van het vervoer er kennis van genomen heeft, vanzelfsprekend niet aanvaard worden, zelfs al wordt hij beperkt tot de toepassing van de bewuste bepaling.

Artikel 12 van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, bepaalt, in afwijking van artikel 102 van de gemeentewet, dat de aanvullende gemeenteverordeningen, om bindend te zijn, ter kennis van de belanghebbenden moeten worden gebracht "door personen die de kentekens van hun ambt dragen en ter plaatse opgesteld zijn, of door passende verkeerstekens".

Artikel 57 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, bepaalt, onder het opschrift "Verkeer binnen de havens" : "De gemeenteraden mogen aanvullende reglementen vaststellen waarbij de toepassing van de bepalingen van dit reglement wordt geschorst of gewijzigd voor het verkeer tussen de laad- en loskaaien, de opslagplaatsen, de hangars en de magazijnen gelegen binnen de zee- of de rivierhavens".

.../...

De havenzone wordt in dezelfde bewoordingen omschreven in voornoemd artikel 57 en in het ontwerp.

Hoewel artikel 57 betrekking heeft op maatregelen betreffende het eigenlijke verkeer, lijkt het redelijk ervan uit te gaan dat de in het ontwerp bedoelde zone die is welke wordt bedoeld in genoemd artikel 57. Zulks is trouwens ook de mening van de gemachtigden van de Minister.

Wordt aangenomen dat de gemeenteverordeningen, bedoeld in artikel 1, § 2, 6°, van het ontwerp, aanvullende verordeningen zijn in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wetten, dan moeten ze, krachtens hetzelfde artikel 2, ter goedkeuring voorgelegd worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort. De wijze waarop die verordeningen bindende kracht verkrijgen, wordt geregeld door de artikelen 2 en 12 van de wet. Het komt de Koning niet toe daarvan af te wijken. Bijgevolg moet in artikel 1, § 2, 6°, van het ontwerp, het zinsdeel : "welke, wat onderhavige bepaling betreft, ..." vervallen.

Artikel 2.

In de Nederlandse tekst schrijve men in fine : "en met het bijhouden ervan" in plaats van "en met het bij te houden".

.../...

Artikel 3.

In paragraaf 2 zouden de verwijzingen naar de internationale overeenkomsten als volgt moeten worden gesteld :

"... dat is toegetreden tot het Internationaal Verdrag nopens het wegverkeer en zijn bijlagen, gedaan te Genève op 19 september 1949 en goedgekeurd bij de wet van 1 april 1954, of tot de Internationale Overeenkomst betreffende het verkeer met motorvoertuigen, ondertekend te Parijs op 24 april 1926".

De opmerking geldt ook voor artikel 23, 3°.

Artikel 4.

In de Nederlandse tekst onder 1° moet het woord "inschrijvingsaanvraagformulier" worden vervangen door de woorden "formulier voor de inschrijvingsaanvraag". Dezelfde opmerking geldt voor de andere bepalingen van het ontwerp waarin dat woord voorkomt.

Het artikel zou overigens beter als volgt worden geredigeerd :

"De inschrijvingsaanvraag wordt aan de Directie voor de inschrijving van de voertuigen gericht. Zij moet worden gedaan door middel van een formulier als beschreven in artikel 5 en dient vergezeld te gaan van het document of de documenten vermeld in artikel 6".

.../...

Artikel 5.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 1 :

"§ 1. De Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde bepaalt het model van het formulier voor de inschrijvingsaanvraag.

Het formulier bevat de volgende inlichtingen :

1° wat de aanvrager betreft :

1. zijn naam of benaming :

- hetzij ...
- hetzij ...
- hetzij ...
- hetzij ...
- hetzij ...

Geen enkel voertuig mag worden ingeschreven op naam van verschillende personen of op naam van een feitelijke vereniging.

2. zijn adres :

(zoals in het ontwerp)

2° wat het in te schrijven voertuig betreft :

1. de aard van het voertuig, aangeduid ..., bedoeld in artikel 1, § 1, onder de nummers 3°, 4° en 6° tot 20° ;

(2 tot 7 : zoals in het ontwerp)

.../...

8. - hetzij ... in België in te schrijven voertuig van een type dat door de Minister van Verkeerswezen of diens gemachtigde goedgekeurd moet worden overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's en hun aanhangwagens moeten voldoen of het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

- hetzij ... in België in te schrijven voertuig van een type waarvoor overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 maart 1968 een dergelijk proces-verbaal van benaming opgemaakt moet worden.

Voor de voertuigen ..., moet het nummer van het P.V.G. of van het P.V.B. herhaald worden ...".

In paragraaf 2, 3°, 3, zou de door het tweede streepje ingeleide bepaling duidelijker geredigeerd moeten worden ; er is trouwens een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

Paragraaf 3 wordt verkeerdelijk vermeld als "§ 4".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf moet het adjectief "persoonlijke" bij "handtekening" vervallen (tweemaal).

Artikel 6.

Om tot een juiste en met de Nederlandse tekst overeenstemmende Franse tekst te komen, schrijve men in para-

.../...

graaf 4, 2° : "... lorsque la demande d'immatriculation tend à immatriculer à nouveau un même véhicule au nom d'une même personne et que le véhicule qui a cessé d'être immatricule à la suite d'une mise hors service temporaire, n'a pas été ...".

Paragraaf 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 5. De Directie voor de inschrijving van de voertuigen kan alle bijkomende inlichtingen vragen die zij onontbeerlijk acht voor de regelmatige en nauwkeurige inschrijving van een voertuig".

Artikel 7.

In de Franse tekst van paragraaf 1 moeten de woorden "répertoire-matricule" overeenkomstig artikel 2 van het ontwerp, vervangen worden door de woorden "répertoire des immatriculations".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11, § 1, artikel 19, § 1, eerste lid, artikel 20, § 1, eerste lid, en artikel 26, § 1, eerste lid.

Artikel 10.

In paragraaf 4, 3°, moeten de woorden "vanaf de datum waarop dit besluit in werking treedt" als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 17.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1 :

"Een speciale inschrijvingsplaat kan aan de aanvrager van de inschrijving worden afgegeven wegens de aard of de hoedanigheid van de functies die hij uitoefent".

Artikel 21.

In paragraaf 1 moeten de woorden "artikel 12 tot en met 20 van dit besluit" vervangen worden door de woorden "de artikelen 12 tot 20".

De laatste volzin van dezelfde paragraaf is kennelijk overbodig en moet vervallen.

Artikel 22.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 3, 2°, 2 :

"2) indien de titularis van de over te dragen plaat overleden is, een uittreksel uit de overlijdensakte, een akte van bekendheid en, eventueel, de toestemming die de overlevende echtgenoot en de andere kinderen aan de begunstigde van de overdracht hebben gegeven;".

.../...

In de Nederlandse tekst van paragraaf 3, 3°, zou moeten worden geschreven : "van een natuurlijke persoon aan een rechtspersoon waarvan hij bestuurder of vennoot is, voor zover ...".

In paragraaf 3, 4°, zou beter worden geschreven : "4° van een rechtspersoon aan een natuurlijke persoon die bestuurder of vennoot van die rechtspersoon is of die één van die hoedanigheden heeft gehad tijdens de vier maanden vóór het indienen bij de ..., van de aanvraag om overdracht, welke vergezeld moet zijn van :".

Artikel 36.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor 3°, 2 :

"2) met het oog op het afhalen en het terugbrengen van de motorvoertuigen of aanhangwagens bij de opdrachtgever;".

Artikel 40.

In paragraaf 3, 1°, moet de vermelding van het opschrift van het koninklijk besluit van 31 december 1953, dat reeds aangehaald is in artikel 14, § 1, als overbodig vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 46, § 3, 1°.

.../...

Artikel 46.

In paragraaf 2 schrijve men na het tweede streepje : "binnen vijftien dagen nadat hij heeft opgehouden het hoofdberoep uit te oefenen ...".

Artikel 47.

Overeenkomstig hetgeen meest gebruikelijk is, vervange men in de Franse tekst van paragraaf 2, 3°, het woord "juridiques" door het woord "morales". In de bepaling onder 4° moet het woord "welkdanig" vervangen worden door het woord "een".

Artikel 49.

In de Franse tekst van paragraaf 2 zouden de woorden "celle-ci" moeten worden vervangen door de woorden "la déclaration".

Artikel 51.

In de Franse tekst van paragraaf 2 moet het woord "revient" vervangen worden door het woord "rentre".

Artikel 62.

In paragraaf 6, tweede lid, moeten de woorden "artikelen 28 tot en met 31 van dit besluit" vervangen worden door de woorden "artikelen 28 tot 31".

.../...

Wat paragraaf 11 betreft, wordt de volgende redactie voorgesteld voor de bepaling onder 2° :

"2° De fabrikant voegt bij zijn aanvraag alle stalen en afgewerkte reproducties of afgewerkte achtergronden voor reproducties, in de hoeveelheden en formaten die bepaald zijn in het bijzonder bestek voor de aannemingen van de levering van nummerplaten, bedoeld in paragraaf 9".

In verband met 3°, 2, moge worden opgemerkt dat het Centraal Laboratorium voor Elektriciteit een private onderneming is. Het komt de Koning niet toe een private onderneming een taak van openbaar belang op te leggen. Voorgesteld wordt te bepalen dat de proeven worden uitgevoerd door een laboratorium dat door de Minister is erkend. De gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor 3° en 4°, eerste lid :

"3° Door zijn aanvraag in te dienen, aanvaardt de fabrikant :

1) dat de Directie voor de inschrijving van de voertuigen de in paragraaf 11, 2°, bedoelde stalen en afgewerkte reproducties of achtergronden, onderwerpt aan de proeven die bepaald zijn in het bijzonder bestek, voor de aannemingen van de levering van nummerplaten bedoeld in paragraaf 9;

2) dat die proeven uitgevoerd worden door een laboratorium dat door de Minister van Verkeerswezen erkend is;

.../...

3) dat de beproevingskosten te zijnen laste komen en rechtstreeks aan het laboratorium betaald worden.

4° De in paragraaf 8, 1°, bedoelde typegoedkeuring wordt verleend zodra het in 3°, 2, bedoelde laboratorium heeft vastgesteld dat de proeven bevredigend waren en dat de kosten betaald werden".

Artikel 63.

In de Franse tekst moet het woord "obturées" worden vervangen door het woord "cachées".

In het Nederlandse opschrift van afdeling 4 schrijve men " Diverse bepalingen" in plaats van "Allerhande bepalingen".

Artikel 67.

Het is niet gebruikelijk melding te maken van de wijzigingsbesluiten die opgeheven zijn of onwerkzaam geworden zijn.

Om die reden dient men in 1° de koninklijke besluiten van 4 maart 1954, 4 augustus 1959, 9 april 1962, 15 oktober 1964, 11 juni 1965, 1 december 1966, 20 december 1971 en 27 september 1973 weg te laten.

Bovendien schrijve men in de Nederlandse tekst van het artikel "Opgeheven worden :" in plaats van "Worden ingetrokken :".

.../...

Artikel 69.

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
C.-L. CLOSSET, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.